

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 12/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KIABI LOGISTIQUE SNC

ZAC de Lauwin Planque
59553 Lauwin-Planque

Références : 2025-V1-423
Code AIOT : 0007003800

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement KIABI LOGISTIQUE SNC implanté ZAC de Lauwin Planque 59553 Lauwin-Planque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objet la vérification des dispositions relatives à l'auto surveillance réalisée par l'exploitant sur ses rejets "air", "eau" et "eaux souterraines" (piézomètres).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KIABI LOGISTIQUE SNC
- ZAC de Lauwin Planque 59553 Lauwin-Planque
- Code AIOT : 0007003800
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est implanté sur la ZAC de LAUWIN-PLANQUE sur le territoire de la commune de LAUWIN-PLANQUE.

L'entrepôt est constitué d'un bâtiment regroupant 11 cellules de stockage de 6 000 m² et d'une hauteur maximale de 13 m.

Les produits stockés sont principalement des vêtements textiles et accessoires destinés à l'approvisionnement des magasins KIABI. Ces articles sont soit conditionnés en cartons et stockés en casier, soit conditionnés en brassées et stockés en penderie ou stockés en racks automatisés (transtockeurs). Le site gère également la préparation des commandes WEB.

La société KIABI est autorisée par arrêté préfectoral du 31 mars 2008 pour l'exploitation d'un entrepôt logistique d'un volume disponible maximal de 825 000 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 9.2.1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Chaudières - situation	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Eaux pluviales - rejets n°2 et 3 (situation)	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 4.3.5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Eaux pluviales - Valeurs limites de rejet (rejet n°3) et auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 4.3.13	Demande d'action corrective	2 mois
5	Conditions d'exploitation des forages et piézomètres de contrôle	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 4.1.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 1.3	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	- Modifications			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 9.2.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La hiérarchisation des enjeux associés aux constats effectués lors de la visite amène l'inspection à proposer les suites suivantes :

- 5 demandes d'actions correctives ;
- 3 demandes de justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 9.2.1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures portent sur le rejet des chaudières.</p> <p>L'exploitant doit effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par l'administration, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et oxyde d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur (se référer au litre 10 du présent arrêté).</p> <p>A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrite dans la norme NFX 44-052 doivent être respectées.</p> <p>Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation.</p> <p>Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>Article 9.3.2 - ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE</p>

Sans préjudice des dispositions de l'article R512-69 du Code de l'Environnement, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées les résultats relatifs à l'autosurveillance air (article 9.2.1), eau (article 9.2.3.) et effets sur l'environnement (article 9.2.4.) **dans le mois qui suit leur réalisation.**

Pour ce faire, l'exploitant établit un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en oeuvre ou prévues avec l'indication de délais de mise en oeuvre ainsi que de leur efficacité.

Ce rapport est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Article 3.2.4 - VALEURS LIMITES DE REJET

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de référence : 3 %

	Concentrations instantanées en mg/Nm ³ pour les conduits 1 à 3
Poussières	5
SO ₂	35
NOx en équivalent NO ₂	150

Constats :

L'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle de vérification des chaudières par un organisme agréé (Bureau Veritas). Ce contrôle porte sur divers aspects et diverses prescriptions du code de l'environnement.

La partie relative aux rejets est relativement succincte et ne permet pas de s'assurer du respect des paramètres précités (le rapport ne précise pas de débit ni de vitesse d'éjection notamment, pas de valeur pour le SO₂ non plus ni pour les poussières).

Le dernier rapport de vérification des chaudières (rapport BV du 10/01/2025) précise toutefois pour les 4 chaudières des pôles 2 et 3 un calcul des émissions de NOx (à 3% d'O₂). Ces valeurs apparaissent conformes, elles sont inférieures au seuil de 150 mg/Nm³ pour les 4 chaudières

correspondantes. Aucun rapport n'a été présenté pour les deux chaudières du pôle 1.

Fait avec suite (demande d'action corrective) : Il convient de faire réaliser les mesures sur l'ensemble des conduits 1, 2 et 3 correspondants aux rejets des 6 chaudières du site, par un organisme agréé.

Fait avec suites (demande de justificatifs) : Il convient de transmettre à l'inspection les rapports afférents permettant de démontrer le respect des VLE pour l'ensemble des paramètres précités devant faire l'objet du contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Chaudières - situation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 3.2.2

Thème(s) : Situation administrative, chaudières - situation

Prescription contrôlée :

Conduits et installations raccordées.

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité unitaire en MW	Combustible	A u t r e s caractéristiques
1	2 chaudières pour cellules 5 à 7	0 , 2 6 M W c h a c u n e	Gaz naturel	Fonctionnement permanent
2	2 chaudières pour cellules 1 à 4	0 , 3 6 M W c h a c u n e	Gaz naturel	Fonctionnement permanent
3	2 chaudières pour cellules 8 à 11	0 , 3 6 M W c h a c u n e	Gaz naturel	Fonctionnement permanent

Article 3.2.3 - conditions générales de rejet

N ° d e c o n d u i t	Hauteur en m	Diamètre au débouché en mm	Débit réel en m ³ /h	D é b i t nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
-----------------------	--------------	----------------------------	---------------------------------	---	--------------------------------

1	15.50	250	520	520	5
2	15.50	250	720	720	5
3	15.50	250	720	720	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 6 % d'O₂.

La hauteur minimale du débouché à l'air libre de chaque cheminée (ou conduit) d'évacuation des gaz de combustion doit dépasser d'au moins 3 m le point le plus haut de la toiture surmontant l'installation.

Constats :

L'exploitant précise en séance que la situation des chaudières n'a pas évolué.

Toutefois, le rapport d'inspection périodique réalisée sur les chaudières : rapport BV 7992349 15 7 2 rév.0 du 10 janvier 2025 mentionne :

- pôle 3 : 2 chaudières de puissance nominale 654 kW ;

- pôle 2 : 2 chaudières de puissance nominale 654 kW.

Ces valeurs ne sont pas cohérentes avec les caractéristiques précisées dans l'arrêté préfectoral du site. Par ailleurs, les caractéristiques des deux chaudières du pôle 1 n'ont pas pu être vérifiées en l'absence de rapport.

Fait avec suites (demande de justificatifs) : Transmettre à l'inspection les caractéristiques (puissance notamment) des 6 chaudières présentes sur le site ainsi que la justification du respect des conditions de rejet pour ces 6 chaudières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Eaux pluviales - rejets n°2 et 3 (situation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 4.3.5.1

Thème(s) : Situation administrative, Eaux pluviales - rejets n°2 et 3 (situation)

Prescription contrôlée :

Les différents effluents issus de l'installation sont :

- rejet n° 1 : les eaux pluviales de toitures,
- **rejet n° 2 : les eaux pluviales issues des voiries légères,**
- **rejet n° 3 les eaux pluviales issues des voiries lourdes,**
- rejet n° 4 les eaux usées domestiques (eaux vannes, lavabos, douches...),

- rejet n° 5 les eaux usées, a savoir les eaux de lavage des sols.

Article 4.3.5.2.1. Les eaux pluviales de toiture (rejet n° 1)

Ces eaux sont collectées, transportées et infiltrées directement sans traitement préalable dans trois bassins d'infiltration référencés n° 1, n° 2 et n° 3, dimensionnés pour une pluie d'occurrence centennale et à partir des coefficients de perméabilité mesurés au droit des sondages réalisés.

La réalisation de ces bassins doit être effectuée en tenant compte de la note de calcul hydraulique - Verdi Ingenierie figurant en annexe 4 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 5 mai 2007 cité à l'article 1.3 ci-dessus.

Les collecteurs d'eaux pluviales sont munis d'obturateurs placés avant les bassins d'infiltration asservis au système de déclenchement du système de protection incendie au moyen de vannes martelières motorisées (ou tout système équivalent), asservies au démarrage des motopompes situées dans le local sprinkler.

Le dispositif d'obturation sera couplé d'un dispositif de surverse des eaux pluviales issues des toitures sur les voiries lourdes permettant ainsi de détourner les 5 premiers millimètres d'eaux pluviales issues des toitures et éventuellement polluées vers le bassin de confinement étanche dit bassin de tamponnement cité ci-après (article 4.3.5.2.3.).

Les eaux polluées sont ainsi stockées dans ce bassin de tamponnement avant pompage pour être évacuées vers un centre de traitement respectant la filière d'élimination agréée.

[...]

Article 4.3.5.2.2. Les eaux pluviales issues des voiries légères (rejet n° 2)

Ces eaux sont infiltrées par l'intermédiaire d'une chaussée réservoir constituée de matériaux poreux à 30 % de vide. **Avant la mise en service de l'exploitation, les justificatifs de réalisation de cette chaussée réservoir seront adressés à l'inspection des installations classées.**

Article 4.3.5.2.3. Les eaux pluviales issues des voiries lourdes (rejet n°3)

Ces eaux sont collectées par des bouches d'égout à décantation de 240 litres munies de filtres appropriés à raison d'une unité pour 250 m² de voirie permettant leur prétraitement, puis transportées jusqu'aux deux regards situés en amont du bassin de décantation étanche dit bassin de tamponnement par des canalisations étanches. Ces eaux doivent donc transiter par ce bassin de tamponnement dûment dimensionné avec en aval immédiat un système de prétraitement type cloison siphon et/ou dispositif équivalent (séparateur d'hydrocarbures).

Puis, ces eaux sont acheminées dans le bassin d'infiltration n° 4 permettant d'infiltrer 2,85 l/s, valeur respectant l'arrêté préfectoral de police de l'eau cité à l'article 4.3.5.1. ci-dessus : ce bassin d'infiltration étant géré par la CAD, il y a lieu d'établir une convention de rejet des eaux pluviales à ce bassin entre l'exploitant et la CAD - voir également ci-après l'article 4.3.5.2.5. « Autorisation de raccordement (eaux usées) et convention de rejet des eaux pluviales ».

Une vanne d'isolement asservie à la détection incendie sous la responsabilité de l'exploitant est placée entre le bassin de tamponnement et le bassin d'infiltration n° 4. Cette vanne doit

permettre de confiner les eaux polluées dans le bassin-de tamponnement en cas de pollution accidentelle ou d'incendie, en sachant qu'en premier lieu les eaux d'extinction incendie seront confinées comme cité à l'article 7.9.7.2.

Constats :

Concernant le rejet n°2 (rejet des eaux pluviales de voiries légères) :

Le dernier rapport d'analyse des eaux réalisée par Bureau Veritas (en date du 09/10/2025) indique "qu'il n'y a pas d'eau" permettant le prélèvement au niveau des regards de prélèvement. Cette situation n'est pas satisfaisante et ne permet pas de s'assurer du bon traitement des eaux pluviales transitant sur cette voirie. Il apparaît de surcroît que cette situation se répète depuis plusieurs années sans faire l'objet d'un correctif particulier.

Fait avec suite (demande de justificatifs) : l'exploitant doit transmettre à l'inspection la justification de la réalisation de la chaussée réservoir et de son entretien.

Fait avec suites (action corrective) : Une analyse de ces eaux pluviales doit être réalisée et les résultats doivent être transmis à l'inspection.

Concernant le rejet n°3 (rejet des eaux pluviales de voiries lourdes) :

L'exploitant a présenté le rapport de nettoyage des filtres ADOPTA réalisé par la société THEYS (rapport du 30/09/2025). Les filtres sont nettoyés 1 fois par an et remplacés tous les deux ans. A l'abord du site (terrain appartenant à la CAD) sont présents : un bassin de tamponnement ainsi qu'un bassin d'infiltration connectés entre eux par un réseau muni d'une vanne de confinement ainsi qu'un séparateur d'hydrocarbures (SH). Les bassins ainsi que le SH sont "gérés" par la CAD, la vanne est entretenue et asservie au site KIABI.

Le jour de l'inspection, le bassin de tamponnement est relativement plein malgré les faibles précipitations des derniers jours, laissant peu de place aux eaux issues de l'extinction d'un éventuel incendie sur le site (même si celles-ci sont en grande partie confinées sur le site). Par ailleurs des lignes d'eau présentes sur la bâche ainsi que la présence d'eau au-delà de la limite basse du bassin laissent penser que celui-ci est susceptible de déborder en cas de fortes pluies laissant infiltrer des eaux potentiellement polluées par débordement (avant passage par le SH).

Fait avec suite (demande de justificatifs) : il convient de s'assurer du débit de fuite du bassin de tamponnement vers le bassin d'infiltration ainsi que du dimensionnement de l'ensemble de ces ouvrages. Justifier notamment que le volume libre de ce bassin (et son mode de gestion) sont compatibles avec le besoin de confinement du site.

Enfin, il convient de justifier la manière dont les eaux d'extinction incendie demeurent effectivement confinées au sein du site (à hauteur de 3300 m³ d'après le dossier de demande d'autorisation du site) tel que le prévoit l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

Observation : Au vu de la quantité d'eau présente dans ce bassin, il convient de s'assurer que

seules les eaux issues des voiries lourdes du site y transitent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Eaux pluviales - Valeurs limites de rejet (rejet n°3) et auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 4.3.13
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales : rejets 1, 2 et 3 définis et décrits aux articles 4.3.5.1 et 4.3.5.2. ci-dessus doivent respecter avant leur arrivée dans les ouvrages d'infiltration, les valeurs limites d'émission ci-dessous définies :

Paramètre	Concentrations maximales moyennes sur une période de 2h (rejet n°3)
MES	20
DCO	20
DBO5	5
HYDROCARBURES TOTAUX	1
BORE	0.3
ZINC	0.10
PLOMB	0.02
PH	Entre 6.5 et 8.5

Note (extrait du tableau de l'article 4.3.13)

Article 9.2.3.1. FREQUENCES ET MODALITES DE L'AUTO SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES REJETS

Les dispositions minimum suivantes sont mises en oeuvre :

Paramètres	Type de suivi :	Périodicité de la mesure
	EP issues des voiries lourdes (rejet n°3) avant le bassin d'infiltration n°4 et juste après la vanne d'isolement	

	après la vanne d'isolement	
MES, DCO, ZN, Pb, bore et hydrocarbures totaux	Réalisation d'un échantillon moyen non décanté prélevé sur une durée de 2 heures	Trimestrielle

Note (extrait du tableau de l'article 9.2.3.1)

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R512-69 du Code de l'Environnement , l'exploitant communique à l'inspection des installations classées les résultats relatifs à l'autosurveillance air (article 9.2.1), eau (article 9.2.3.) et effets sur l'environnement (article 9.2.4.) **dans le mois qui suit leur réalisation.**

Pour ce faire, l'exploitant établit un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en oeuvre ou prévues avec l'indication de délais de mise en oeuvre ainsi que de leur efficacité.

Ce rapport est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Constats :

Il convient de noter que seules les dispositions relatives au rejet n°3 ont été examinées.

Conformément à la prescription, des analyses avant rejet dans le bassin d'infiltration de la CAD et après tamponnement sont réalisées. Les derniers prélèvements ont eu lieu en juin et en septembre 2025.

Le rapport émis par la société SGS pour le prélèvement de juin fait apparaître une valeur de DCO légèrement supérieure à la limite (23 mg/L pour une limite à 20 mg/L). Le rapport relatif au prélèvement de septembre n'a pas été émis et n'a pas pu être présenté.

L'exploitant fait également réaliser un prélèvement trimestriel sur son rejet d'eaux pluviales de voiries lourdes, en amont de l'envoi dans le bassin de tamponnement de la CAD par Bureau Veritas. Les résultats observés sont conformes aux valeurs limites. Cette analyse permet à l'exploitant de s'assurer du bon état de ses filtres notamment.

Fait avec suite (demande d'action corrective) : Il est nécessaire de procéder à une analyse des rapports émis et de mettre en oeuvre les éventuelles actions correctives le cas échéant permettant d'assurer le respect des valeurs limites.

L'exploitant ne transmet pas les résultats de ses analyses via l'application GIDAF. Il est utile de

préciser que le cadre GIDAF n'avait pas été créé par l'inspection à la mise en service du site (créé en 2025). Toutefois, les résultats de l'autosurveillance auraient dû être transmis, conformément à la prescription, par voie électronique ou postale.

Fait avec suite (demande d'action corrective) : Il convient de transmettre les résultats liés à l'auto surveillance trimestrielle du rejet n°3 dans l'outil GIDAF.

D'une manière générale, l'ensemble des résultats liés à l'auto surveillance doivent être transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Conditions d'exploitation des forages et piézomètres de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 4.1.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres

Prescription contrôlée :

La tête du forage doit se trouver dans un avant puits (ou un regard) maçonné ou tubé étanche, profond d'au moins 1,5 m et surélevé d'au moins 0,2 m par rapport au terrain naturel à proximité. Le tubage du forage doit dépasser du fond de l'avant puits (ou du regard) d'au moins 0,3 m pour éviter l'infiltration d'eau stagnante ou de suintement.

L'avant puits (ou le regard) doit être recouvert par un capot protecteur verrouillé ou cadénassé hermétique. Une aire étanche, avec pente favorisant l'écoulement des eaux loin de l'ouvrage, d'un mètre minimum de rayon doit être réalisée autour de cet avant puits.

L'exploitant doit veiller au bon entretien du forage et de ses abords. Des rondes de surveillance sont réalisées périodiquement.

Ces dispositions sont applicables aux piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines (piézomètres).

Article 9.2.4 - EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée comme suit :

Paramètres	Autosurveillance	Méthode de référence
(*)	(*)	(*)
Niveau piézométrique de la nappe, conductivité, chlorures, sulfates, ammonium, nitrates, nitrites, hydrocarbures totaux et polyaromatiques	La surveillance des eaux souterraines est réalisée par un laboratoire agréé dans les conditions définies ci-après : - Les prélèvements ont lieu semestriellement (une fois en période de hautes eaux, une fois en période de basses	Normes en vigueur (voir titre 10 "normes de mesures agréées")

	fois en période de basses eaux) à partir des piézomètres définis ci-dessus (*)	
--	--	--

Les hauteurs d'eau (niveau statique) sont relevées lors de chaque prélèvement.

- l'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe suivant les paramètres ci-contre.

() Surveillance des eaux souterraines : elle est réalisée à partir d'un piézomètre situé en aval immédiat du bassin d'infiltration n°4 (infiltration des eaux pluviales issues des voiries lourdes) et un piézomètre en amont du bassin n° 4 sur le site KIABI non loin des limites séparatives et en tenant compte du sens d'écoulement des eaux souterraines (1)*

(1) Le justificatif de réalisation de l'implantation de ces piézomètres (accompagné d'un plan précis de leur implantation) doit être fourni à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'exploitation.

Pour la surveillance des eaux souterraines, la réalisation des piézomètres de contrôles doit respecter les dispositions de l'article 4.1.4. ci-dessus. **Toutes dispositions sont prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état.**

Deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux) comme repris dans le tableau ci-dessus et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (épandage de produits dangereux pour l'environnement, fuite de conduite, etc...) des relevés du niveau piézométrique de la nappe, des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans ces puits. Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il doit informer le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Constats :

Deux piézomètres sont présents sur le site, ils sont positionnés conformément aux plans et à la prescription.

Ils ont situés au sein d'un regard fermé et protégé par un capot.

Une aire étanche et surélevée est présente autour de l'ouvrage (cf photo).

Concernant le piézomètre situé dans le périmètre du site, l'aire étanche est recouverte de feuilles et de terre il convient de procéder à son entretien (cf photo).

Ces deux piézomètres ne sont par ailleurs pas signalés.

Observation : Il convient d'entretenir correctement les abords des piézomètres et de signaler leur présence.

Concernant les analyses, le dernier rapport de surveillance semestrielle a été transmis. Ce rapport en date du 20/08/2025 (prélèvement du 26/06/2025) a été réalisé par la société SGS pour le semestre 2. Le précédent rapport datait, d'après l'exploitant, d'avril 2025. La notion de "basses eaux" / "hautes eaux" n'est pas précisée.

Le rapport transmis comporte l'ensemble des éléments attendus : niveaux de la nappe, conductivité, chlorures, sulfates, ammonium, nitrates, nitrites, hydrocarbures totaux,... Toutefois, ces seuls résultats présentés sans aucune analyse vis-à-vis des situations antérieures ne permettent pas de s'assurer de l'absence de dérive concernant l'état des eaux souterraines.

Fait avec suite (demande de justificatif) : Transmettre la justification du suivi de la qualité des eaux souterraines et de l'absence de dérive des résultats.

Fait avec suite (demande d'action corrective) : S'assurer lors des prochains contrôles du respect et de la pertinence des fréquences des mesures ainsi que du respect du critère "hautes eaux / "basses eaux".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Conformité au dossier de demande d'autorisation - Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 1.3

Thème(s) : Situation administrative, Modifications gestion des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 5 mai 2007 déposé par l'exploitant. en tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 4.3.5.2.1 - EAUX PLUVIALES DE TOITURE (rejet n°1)

Ces eaux sont collectées, transportées et infiltrées directement sans traitement préalable dans trois bassins d'infiltration référencés n° 1, n° 2 et n° 3, dimensionnés pour une pluie d'occurrence centennale et à partir des coefficients de perméabilité mesurés au droit des sondages réalisés. La réalisation de ces bassins doit être effectuée en tenant compte de la note de calcul hydraulique - Verdi Ingenierie figurant en annexe 4 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 5 mai

2007 cité à l'article 1.3 ci-dessus.

[...]

Article R.181-46 du code de l'environnement :

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

[...]

Constats :

Le jour de l'inspection, il est constaté que le site ne dispose pas de trois bassins d'infiltration mais de deux bassins pour la récupération des eaux pluviales de toiture du site (rejet n°1).

Fait avec suite (demande d'action corrective) : Il convient de porter-à-connaissance du Préfet cette modification avec tous les éléments utiles d'appréciation et notamment une notice hydraulique à jour (permettant de démontrer la suffisance des bassins effectivement présents sur le site) ainsi que le plan du DOE présentant l'ensemble des réseaux humides du site. Il est rappeler que les porter-à-connaissance de modifications doivent être préalables aux modifications.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Auto surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 9.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les trois ans par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué en tenant compte des emplacements ou zones définis a un chapitre 6.2 ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le dernier rapport de mesures acoustiques réalisées sur le site et datant de moins de trois ans : rapport BV du 15/05/2024. La fréquence de surveillance paraît respectée. Ce rapport ne relève pas de non-conformité vis-à-vis des valeurs prescrites pour le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite